



Il faut soutenir le camp du progrès, partout où il est

J'ai reçu au siège du Parti socialiste Sergei Mironov, président du Conseil de la Fédération de Russie (chambre haute du parlement) et président de Russie juste, organisation candidate à l'adhésion pleine et entière au sein de l'Internationale socialiste (IS).

Lors de cette rencontre, j'ai affirmé à M. Mironov qu'il n'y a pas de monde sûr sans une Russie respectée et la Russie est respectée quand elle rend le monde plus sûr.

Monsieur Sergei Mironov a réaffirmé sa volonté de travailler pleinement au sein de l'Internationale socialiste. Il a souligné que l'exercice de la démocratie en Russie ne pouvait s'accompagner de restrictions, et a marqué sa condamnation des assassinats récents ayant frappé journalistes indépendants et militants des droits de l'Homme.

Pendant longtemps après que l'Union soviétique eût cessé d'exister, il fut difficile d'accoucher d'un mouvement social-démocrate organisé capable de proposer au peuple russe un projet politique progressiste. Contrairement aux autres pays d'Europe, les conditions de son émergence n'ont pas été réunies. Entretemps, le pays est redevenu une puissance politique et énergétique après une phase où le monde occidental a commis l'erreur de le mépriser.

La démocratie russe est encore largement perfectible. Depuis des années, la Fondation Jean Jaurès entretient des liens étroits avec les ONG et les intellectuels russes. Mais il faut aussi que se tissent et se renforcent les liens politiques. C'est l'approche qui est la nôtre au sein de l'IS où nous cherchons à travailler avec des partenaires politiques dans la durée, à les accompagner, à contribuer à leur développement et à approfondir leurs pratiques démocratiques comme nous devons le faire nous-mêmes en interne. Nous poursuivrons donc dans les mois à venir cette discussion bilatérale avec Russie

juste comme nous le faisons avec nombre d'autres organisations, sans concessions ni exigences particulières, et dans le respect de chacun.

Plusieurs rendez-vous électoraux montrent que la social-démocratie en Europe est vivante et bien vivante ! La progression (et le maintien à la tête du gouvernement) du DNA norvégien, l'incertitude en Allemagne, l'espoir au Portugal, en Grèce et en République tchèque indiquent que nos sociétés, frappées par la crise et les changements climatiques sont à la recherche d'une autre politique que celle du repli conservateur et de la compétition entre citoyens que proposent les libéraux, et que les socialistes et sociaux démocrates sont en mesure d'incarner ce projet. Par le soutien à Barroso, après l'explosion de la crise, la droite européenne de Sarkozy, Merkel et Berlusconi montre, elle, qu'elle n'a rien compris.

La droite américaine, qui inspira tant nos conservateurs du « Vieux monde », n'a quant à elle rien compris à l'urgence sanitaire et sociale aux Etats-Unis. Le bras de fer qui a opposé l'Administration Obama aux milieux conservateurs sur le projet de réforme de la santé et de la sécurité sociale démontre à quel point, dans les esprits et dans les faits, le mal est profond : les politiques de santé ne sont évaluées qu'à l'aune de la seule rentabilité. Ce qu'Obama appelle solidarité, la droite américaine l'appelle « socialisme ». Cela nous va bien ! Cependant, on voit bien comment désormais, ces hommes qui, voulant changer les choses, changent les mots, tentent d'introduire l'idée qu'un Etat stratège et prévoyant, garant de la solidarité et de l'intérêt général, c'est déjà trop...

Voilà pourquoi, tant au sein de l'IS que du PSE, nous avons besoin d'un projet ambitieux pour transformer l'inquiétude et le scepticisme de nos concitoyens en une confiance en l'avenir.

Jean-Christophe Cambadélis,

Candidature de José Manuel Barroso à la tête de la Commission européenne : Pour les socialistes français, c'est toujours « non » !

A l'occasion du vote au Parlement européen sur la présidence de la Commission européenne, le Parti socialiste rappelle qu'il a toujours été opposé au renouvellement du mandat président sortant José Manuel Barroso.

Au moment des élections européennes, le Parti socialiste a milité pour une candidature social-démocrate alternative à celle de M. Barroso dont le bilan est celui d'une présidence faible, conservatrice et libérale. Pendant les cinq ans de son mandat, M. Barroso, l'organisateur du soutien de certains pays de l'UE à la guerre en Irak de G. W. Bush, n'a jamais

été capable de relancer l'Union européenne ni de la renforcer face aux égoïsmes nationaux. Il n'a pas été à la hauteur de l'enjeu quand la crise financière, économique et sociale est venue. Il a accompagné les dérives du capitalisme financier au lieu de proposer les nouvelles régulations que l'Europe devrait porter.

Les socialistes n'ont donc pas changé de position, au sein du groupe parlementaire socialiste et démocrate, ils voteront contre la reconduction de Barroso à la présidence de la Commission européenne.

Élections en Allemagne : IG Metall n'appellera pas à voter SPD

Le principal syndicat de l'industrie allemande, IG Metall, a décidé de ne pas appeler à voter pour les sociaux-démocrates du SPD à l'occasion des élections législatives du 27 septembre.

Son dirigeant, Berthold Huber, pourtant membre du SPD, déclare dans un entretien publié vendredi par le *Süddeutsche Zeitung* que l'époque des consignes de vote automatiques est révolue.

« Je sais qu'il y a des liens historiques entre le SPD et les syndicats. Mais nous sommes au XXI^e siècle. Le temps où les syndicats pouvaient recommander de voter pour untel ou untel est révolu [...] Les gens peuvent se faire leur propre opinion. » a déclaré Berthold Huber, pour qui, la « clientèle du SPD et des syndicats, qui était autrefois commune, n'est plus la même ». Selon le dirigeant syndical, la principale erreur du SPD a été d'imposer la retraite à 67 ans et le système d'aide sociale Hartz IV, qui prévoit qu'après 12 mois de chômage, l'indemnité tombe à 359 euros par mois.

Le SPD, qui accuse une douzaine de points de retard sur les conservateurs (CDU-CSU) dans les sondages, s'est souvent opposé aux syndicats ces dernières années, notamment sur l'augmentation de l'âge de la retraite ou le système d'indemnisation du chômage.

L'émergence du Parti de gauche a aussi érodé le soutien dont le SPD jouissait au sein des centrales syndicales.

Une équipe féminisée et rajeunie pour mener la campagne du SPD

SPD a dévoilé jeudi 30 juillet son équipe pour la campagne: dix femmes et huit hommes, emmenés par Frank-Walter Steinmeier, actuel chef de la diplomatie dans le gouvernement de coalition. Une équipe rajeunie, afin de tenter de séduire les électeurs.

Mais cette mission est compliquée, tant le SPD est distancé par les conservateurs, dans les sondages. Pour autant, le candidat social-démocrate veut croire en ses chances: "Nous ne voulons pas seulement ce qu'on a déjà, explique Frank-Walter Steinmeier. Nous voulons engager quelque chose de mieux. C'est le but de notre programme. C'est le but de notre équipe, une équipe compétente et expérimentée".

Une absente, dans ce cabinet : l'actuelle ministre de la Santé, Ulla Schmidt. Elle a été vivement critiquée ces derniers jours pour avoir utilisé sa voiture de fonction lors de ses vacances en Espagne. Elle a donc été mise à l'écart de l'équipe de campagne du SPD, en attendant que toute la lumière soit faite sur le scandale.

Retour sur le congrès de Bad Godesberg

Article de M. Noblecourt dans *Le Monde* du 28 juillet 2009.

C'est dans la salle des fêtes de Bad-Godesberg, petite ville au sud de Bonn, que le SPD choisit de faire ce qui apparut au fil du

temps comme une révolution. Du 13 au 15 novembre 1959, 340 délégués révisent, lors d'un congrès extraordinaire, les tables de la loi du SPD et suppriment toute référence au marxisme. Erich Ollenhauer, le président du SPD, se défend de tout «*esprit d'abdication et de résignation*», mais souligne que si son parti reste fidèle à Marx il ne sera plus «*qu'une secte condamnée à disparaître*».

Au terme de trois jours de débats, «*attentivement suivis mais rarement animés*», note l'envoyé spécial du *Monde*, le nouveau programme du SPD, qui rompt avec le précédent d'Heidelberg en 1925, est largement adopté, par 324 voix contre 16. Le SPD se définit d'emblée comme «le parti de la liberté de l'esprit et des réformes». Il arbore un «socialisme démocratique» qui «prend racine en Europe dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique».

Sur le plan économique, la social-démocratie se convertit à l'économie de marché. La plate-forme de Bad-Godesberg affirme que le dogme du «passage de la propriété privée à la socialisation des moyens de production est abandonné. Les bases de la politique économique sont désormais le libre choix de la consommation et du lieu de travail, ses éléments essentiels la libre concurrence et l'initiative privée ». Le SPD réclame un nouvel «ordre économique et social» fondé sur les valeurs de liberté, de justice et de solidarité.

Influencé par de jeunes économistes comme Karl Schiller, qui a comme devise «libre concurrence autant que possible, planification autant que nécessaire», et le futur chancelier Helmut Schmidt, le programme de Bad-Godesberg défend le capitalisme mais ne renonce pas à le réguler. La propriété privée doit être encouragée «tant qu'elle n'empêche pas la mise en place d'un ordre social juste». Mais il insiste sur la nécessité d'un contrôle public sur l'économie, encourage la cogestion et n'exclut pas la nationalisation en jugeant légitime une «mise en commun des moyens de production» là «où il n'est pas possible de garantir par d'autres moyens un ordre sain des conditions dans lesquelles s'exerce le pouvoir économique».

Mutation doctrinale

D'autres ruptures se produisent à Bad-Godesberg. Le SPD adopte les principes de la démocratie parlementaire. Il se montre favorable à la perspective d'une réunification de l'Allemagne. Longtemps pacifiste et hostile à tout réarmement, il se prononce en faveur d'une défense nationale mais souligne que la République fédérale «ne doit ni produire ni utiliser des armes atomiques». Enfin, pour mieux séduire l'électorat chrétien, le SPD affiche son anticommunisme et «renonce à la séparation de l'Eglise et de l'Etat».

La presse française, y compris *Le Monde*, traite avec discrétion Bad-Godesberg. «On a voulu présenter ce congrès doctrinal comme celui de la rupture avec l'idéologie marxiste, écrit l'envoyé spécial du *Monde* (...). Si rupture il y a, c'est bien plutôt avec toute forme d'idéologie et de perspectives à long terme.» De fait, le parti d'Heidelberg a amorcé sa mue réformiste aux congrès de Berlin (1954) et de Stuttgart (1958) qui préfigurent l'aggiornamento de Bad-Godesberg. Après trois défaites électorales successives, en 1949, en 1953 et en 1957, où la CDU-CSU du chancelier Adenauer creuse l'écart, Erich Ollenhauer accélère le rythme de la mutation. Pour accéder au pouvoir, le SPD devait, selon la formule de l'historien Joseph Rovin, «sortir du ghetto de son électorat traditionnel voisin de 30 %» et faire peau neuve.

Trente ans avant la chute du mur de Berlin, le SPD se guérit de sa sclérose doctrinale. Aux élections de 1961, Willy Brandt, le maire de Berlin, un des artisans de ce tournant réaliste, est candidat à la chancellerie. En 1966, il participe à un gouvernement dirigé par la CDU. Et, en 1969, il devient chancelier.

Dès lors, le congrès de Bad-Godesberg devient l'étalon de la mutation doctrinale. De manière récurrente, le Parti socialiste français est accusé de n'avoir toujours pas accompli «son Bad-Godesberg». Pourtant, dès 1982, en choisissant une politique de rigueur dans le cadre de l'économie de marché, François Mitterrand avait abandonné la rupture avec le capitalisme.

Mais, en faisant une «parenthèse», le PS de Lionel Jospin refusa de théoriser cette conversion réformiste. Ce n'est qu'en juin 2008 que le PS s'est enfin défini officiellement comme «un parti réformiste».

Commission européenne : M. Barroso n'est pas celui dont les Européens ont besoin

Tribune de Pervenche Berès parue dans *Le Monde*.

ans son «document d'orientation politique», José Manuel Barroso estime que la crise est économique, financière et de valeurs. Parce qu'il oublie qu'elle est aussi sociale et écologique, il n'est pas l'homme dont les Européens, l'Europe et le monde ont besoin.

Pour rebondir à partir de la crise actuelle, il faut une vision et du courage. M. Barroso n'a ni l'un ni l'autre. Il parle déjà d'une sortie de crise comme ceux qui veulent que tout recommence comme avant, alors que l'Europe requiert une stratégie d'entrée dans le nouveau monde, une stratégie de transformation écologique et sociale. Il prétend défendre une vision, mais se livre à une basse manoeuvre électorale, qui, justifiant son surnom de caméléon, le fait libéral chez les libéraux, socialiste chez les socialistes, écologiste chez les Verts. Il veut prendre les mots de ses interlocuteurs pour acheter leurs voix, mais il ne saura pas les mettre en actes.

Dans le programme en quarante-huit pages du candidat Barroso, où est le moyen de parvenir au modèle de développement écologique et social nouveau dont l'Europe a besoin et qu'elle doit porter à l'échelle globale ? M. Barroso ne dit pas un mot sur la façon d'utiliser la prochaine révision des perspectives financières pour remettre le projet européen sur les rails. Où est le dialogue social initié par Jacques Delors et l'engagement à réviser la directive détachement des travailleurs que les arrêts de la Cour de justice rendent indispensables ? Où sont les outils concrets, notamment en matière de fiscalité, qui permettraient de rétablir des marges de manoeuvre afin d'exercer la solidarité en interne et vers l'extérieur, de modifier les comportements «court-termistes» et dommageables pour l'environnement ? Où est la solidarité avec les pays du Sud et la question des rapports Nord-Sud qui font pourtant partie intégrante du projet européen ?

La réalité, c'est que son programme mais aussi son bilan font de lui un homme du passé. Au cours des cinq ans écoulés, il a théorisé le renoncement au droit d'initiative et à l'indépendance de la Commission au motif que les Etats membres n'en voudraient pas. Il a transformé la Commission en secrétariat général du Conseil, ce qui justifie que les chefs d'Etat et de gouvernement cherchent à le désigner pour un nouveau mandat. Or les Européens ont besoin d'un président de la Commission qui, avec le collège, s'appuie sur

la force de l'intérêt européen pour résister et impulser.

La Commission doit exercer son droit d'initiative et bousculer les Etats membres, alors que s'ouvre une période de tension interne forte pour eux et qu'ils auront encore moins d'audace européenne. On ne fait pas campagne sur un bilan, mais on ne peut pas avoir exercé pendant cinq ans une responsabilité et ne rien en dire. Or, il n'a combattu ni la dérégulation ni une confiance excessive dans le tout-marché, et il a laissé faire ses commissaires. Il n'a réagi qu'acculé par la crainte des réactions des grandes capitales. Son mandat écoulé devait, selon lui, être celui de la consolidation de l'Europe à vingt-sept. Celle-ci est aujourd'hui gravement affectée par les cassures aggravées par la crise, et la solidarité que l'Union devrait incarner mise à mal lorsque l'on observe la situation des Etats baltes ou de la Hongrie, pour ne citer que ces exemples.

Le manque de leadership de M. Barroso dans une situation où seule la Commission est en capacité de porter la solidarité et la valeur ajoutée de l'action collective le disqualifie de la course à la présidence de cette institution.

Elu sur la base de Nice, il sera un président faible. Il le reconnaît lui-même : «Le traité de Lisbonne qui, je l'espère, sera bientôt ratifié, nous fournira la capacité institutionnelle nécessaire pour agir.» Et pour être élu avant le référendum en Irlande du 2 octobre, il avoue ne pas pouvoir exposer la réalité de son projet. En réalité, le «partenariat spécial» que M. Barroso propose au Parlement européen ressemble plus à un hold-up institutionnel où le candidat du Conseil cherche à imposer son calendrier et les conditions contractuelles de sa reconduite.

La question n'est pas de savoir si c'est l'orientation politique ou l'homme qui est en cause, dans le cas de M. Barroso c'est la combinaison des deux qui conduit à un résultat inadapté. Avec ce profil, ce programme et ce bilan, M. Barroso, mal élu sur la base d'un traité dépassé, sera encore davantage l'otage des Etats membres alors que, pour tracer la route, résister aux égoïsmes et aux frilosités nationaux, nous avons besoin d'une personne forte à la tête de la Commission. Le message que nous devons envoyer aux chefs d'Etat et de gouvernement est clair : ils doivent trouver un autre candidat en écoutant le Parlement européen.

Brèves :

Congrès du parti social-démocrate danois

Le parti social-démocrate danois tiendra son congrès les 25-27 septembre à Aalborg dans le Jutland.

Conférence de Brighton

De leur côté, les travaillistes britanniques attendent 12 000 participants (délégués, invités et visiteurs) à leur Conférence annuelle qui se déroulera à Brighton du 27 septembre au 1er octobre. Le PS français y sera représenté.

Dossier :

Élections en Afghanistan

Karim Pakzad, chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques, était professeur de sciences politiques à l'Université de Kaboul dans les années 70. Il a analysé pour plusieurs médias la situation politique afghane au cours de l'été.

LCI.fr : Fallait-il maintenir ces élections présidentielle et provinciales malgré la situation chaotique qui prévaut en Afghanistan, avec des talibans contrôlant de fait une bonne partie du pays ?

Karim Pakzad : Oui. Tout d'abord, reporter, ou pire, annuler, le scrutin n'aurait pas servi à mieux mener la guerre par la suite. Et cela aurait surtout été admettre la victoire des talibans puisqu'ils clament depuis plusieurs mois qu'ils vont tenter de perturber ces élections.

Enfin, il faut rappeler que le mandat d'Hamid Karzaï a déjà été prolongé de plusieurs mois. Il était impossible de le reconduire indéfiniment. Au-delà de ses déboires sur la sécurité, la communauté internationale aurait alors admis avoir échoué dans la mise en place d'un gouvernement stable et d'un Etat de droit.

LCI.fr : La dernière menace des talibans, celle d'attentats contre les bureaux de vote et les votants, va-t-elle dissuader les électeurs, à qui on apposera de l'encre sur la main s'ils accomplissent leur devoir ?

K.P. : Il est certain que dans certaines régions, notamment le Sud, où les talibans sont bien implantés, il faudra être courageux pour aller voter. D'ailleurs, signe de leur puissance, dans environ 10% du pays, les bureaux de vote ne pourront pas ouvrir car la sécurité n'y sera pas assurée. On s'attend ainsi à une participation d'environ 55-60%, loin des 74% de 2004 quand l'environnement était plus calme. Mais au-delà de la menace des talibans, le scrutin suscite également beaucoup moins d'intérêt dans la population.

LCI.fr : Pourquoi ?

K.P. : L'échec de Hamid Karzaï et plus globalement de la communauté internationale. Le président n'a tenu aucune de ses promesses, il s'est montré incapable d'endiguer la corruption, il ne possède aucun projet à long terme pour le pays. Comme il a été soutenu par la communauté internationale, il en représente de fait également son échec. Tout ceci explique d'ailleurs la montée en puissance du principal candidat de l'opposition, Abdullah Abdullah.

LCI.fr : Se dirige-t-on vers un second tour ?

K.P. : Oui, Pourtant, Hamid Karzaï a fait alliance avec de nombreux chefs de guerre, comme le général Dostom, accusé de crimes de guerre -un choix même critiqué par les Etats-Unis. La plupart s'étaient d'ailleurs présentés contre lui en 2004. Mais il est néanmoins quasiment acquis qu'Abdullah Abdullah obtienne environ 30% et pousse donc Hamid Karzaï à ce second tour. Ce qui serait un désaveu à la fois pour lui et aussi pour la communauté internationale et les Etats-Unis. Ils ont d'ailleurs pris leurs distances en le soutenant moins ouvertement qu'en 2004. Enfin, Abdullah Abdullah présente un projet politique ambitieux.

LCI.fr : Hamid Karzaï sortira-t-il affaibli d'un second tour ?

K.P. : Oui. Pour obtenir l'appui des seigneurs de guerre, il leur a promis beaucoup, notamment des ministères. Il devra respecter ses engagements pour garder leur appui. Son futur gouvernement sera logiquement moins cohérent, donc plus faible, que le précédent.

LCI.fr : Certains affirment déjà, que quoi qu'il arrive, la guerre contre les talibans est perdue. Sont-ils trop pessimistes ?

K.P. : Une chose est sûre : cette guerre ne se gagnera pas sur le plan militaire. La stratégie mise en place par George W. Bush, validée par l'Otan et la France, a débouché sur un échec. Barack Obama a légèrement modifié cette stratégie, en admettant que les Etats-Unis ne pourront pas rester éternellement sur place, qu'on ne peut pas trouver une solution contre les Afghans ou encore en limitant les bombardements aveugles de l'aviation qui ont fait de nombreuses victimes civiles pour privilégier les interventions au sol. C'est la seule manière pour conquérir le « cœur et l'esprit des Afghans », selon la formule consacrée.

Mais la vraie solution réside dans la négociation avec les talibans. Elle sera inévitable à un moment ou à un autre. Reste à savoir dans quelles conditions se dérouleront ces négociations. Les autorités doivent y arriver en position de force. Or, aujourd'hui, c'est tout le contraire, avec un gouvernement faible et des talibans en progression. Il faut donc mettre en place un Etat fort, représenté par un gouvernement fort, soutenue par une armée forte avant de se mettre autour d'une table. Cela passera notamment par des pressions sur le Pakistan.

Environ 17 millions d'Afghans étaient appelés aux urnes pour le premier tour de la seconde élection présidentielle de leur histoire après celle de 2004. Hamid Karzaï, le sortant, porté au pouvoir par l'Occident, part favori face à une quarantaine d'adversaires. Le plus sérieux est Abdullah Abdullah, son ancien ministre des Affaires étrangères. Les résultats préliminaires seront annoncés le 3 septembre, les résultats définitifs attendus deux semaines plus tard. Un second tour, pour l'instant fixé au 1er octobre, est désormais probable.



Le Parti socialiste demande solennellement un débat au Parlement sur l'intervention en Afghanistan

La situation sécuritaire et politique en Afghanistan ne cesse de se dégrader. Le Parti socialiste rend hommage aux soldats français tués dans les opérations militaires. Jamais le nombre de soldats de la force internationale morts au combat n'a été aussi important, jamais le nombre de victimes civiles afghanes n'a été aussi élevé, notamment du fait des bombardements aériens.

Après l'organisation de l'élection présidentielle du 20 août, l'impasse politique s'ajoute à l'impasse militaire. Alors que l'existence d'un Etat afghan légitime et crédible est l'indispensable condition à tout changement de stratégie et à la recherche d'une paix en Afghanistan, les conditions dans lesquelles cette élection s'est déroulée ne préfigurent pas la formation d'un gouvernement plus crédible et plus légitime.

L'intervention de la coalition internationale destinée à chasser du pouvoir le régime des talibans et à aider au retour de la paix et de la sécurité en contribuant à l'édification d'un État afghan démocratique, est devenue une guerre interminable aux objectifs politiques non clarifiés.

Plus de trois milliards de dollars sont consacrés chaque mois à l'intervention militaire par les États-Unis, tandis que l'aide civile internationale ne dépasse pas 200 millions de dollars par mois. Il n'y a pourtant pas d'issue purement militaire à la situation en Afghanistan.

Le Parti socialiste demande une clarification de la stratégie, des objectifs et des modalités de l'intervention internationale. Il demande solennellement au président de la République et au gouvernement l'organisation, dès le début de la session, d'un débat au Parlement sur la nature de l'intervention militaire française en Afghanistan, ses objectifs, ses méthodes, le rôle de la France et de l'Europe dans la coalition internationale.

Élections législatives en Norvège : la gauche résiste !

La Norvège est décidément un pays à part. Contrairement à ses voisins scandinaves qui ont sanctionné les sociaux-démocrates et à la tendance qui voulait, ces dernières décennies, qu'un gouvernement sortant ne soit pas reconduit, la coalition de gauche, au pouvoir depuis quatre ans, résiste et conserve la majorité au Stortinget, le parlement norvégien. Le gouvernement sortant n'avait, il est vrai, pas à rougir de son bilan avec un taux de chômage à peine supérieur à 3%, un retour de la croissance prévu dès 2010 et un des PIB par habitant les plus élevés d'Europe. Ce pays reste, malheureusement, pour le moins, à la marge de l'Union Européenne.

« Jens vi kaen ! » (Jens, nous pouvons !)

« Thriller » titre le quotidien norvégien *Aftenposten*, au réveil d'une nuit électorale à suspens. Il faut dire que les résultats se sont faits attendre et sont serrés : la coalition de gauche rouge-verte obtient la majorité d'un siège, avec 86 députés contre 83 pour la droite. Jens Stoltenberg, le leader charismatique du parti travailliste, a réussi un exploit. Son gouvernement, composé des travaillistes, des centristes et de la gauche socialiste, est le premier à se faire réélire en Norvège depuis 16 ans. Et dans la majorité, seul son parti gagne des députés, avec 64 sièges (+3 par rapport à 2005), alors que la gauche socialiste (SV) perd 4 députés (11 élus) et que les centristes conservent leurs 11 députés. « C'est la première fois depuis 1957 que nous progressons deux fois de suite lors d'élections législatives », s'est félicité le Premier ministre, à l'issue d'une campagne de terrain où 570 000 roses ont été distribuées par son parti dans ce pays de 4,8 millions d'habitants.

Le Premier ministre a certes remporté des élections de justesse, sans doute grâce à son charme, que ses adversaires eux-mêmes reconnaissent, mais aussi et surtout grâce à sa politique. Les Norvégiens ont opté pour la stabilité en reconduisant la coalition de gauche. Ils ont choisi la protection rassurante de l'État-providence, une recette qui a fait ses preuves pendant l'année écoulée : le gouvernement a bien géré la crise financière, en utilisant les réserves mises de côté grâce à la manne pétrolière (depuis 1996, il ne peut dépenser plus de 4 % des réserves par année).

Preuve, s'il en fallait une, qu'avec un leader, une unité et un programme, la gauche, dans sa diversité, est capable de gouverner dans la durée.

La droite populiste divise

L'autre enseignement marquant de cette élection, c'est la progression du parti du Progrès (FrP) de Siv Jensen. Cette formation populiste et xénophobe confirme, avec 41 sièges et 3 sièges de plus qu'en 2005, sa place d'opposant principal au gouvernement social-démocrate.

Anti-fiscaliste et ultra-libérale, Mme Jensen n'hésite pas à se comparer à Margaret Thatcher et à affirmer, notamment lors de l'ultime débat télévisé, ne pas croire en la construction d'« un paradis social-démocrate ». Elle avait d'ailleurs clairement annoncé qu'il n'était pas question de rééditer l'expérience de la droite entre 2001 et 2005. À cette époque, le Parti du progrès soutenait de l'extérieur l'exécutif. Au vue des déclarations de Mme Jensen, le FrP se prépare pour 2013 à être le trait d'union entre les forces de droite, pour être dans un gouvernement où son parti ne serait pas exclu. Nul doute qu'il souhaite changer la politique d'immigration pour « lutter » contre le développement de l'islam et limiter l'octroi du droit d'asile à 100 migrants par an. Ce parti était aussi le seul à proposer des baisses d'impôts et à vouloir utiliser la rente pétrolière, aujourd'hui épargnée dans un fonds souverain, pour financer les services publics. De plus, le Parti du progrès entendait procéder à de multiples privatisations afin de remplir les caisses d'un État qui, pourtant, ne connaît pas de problèmes de trésorerie et sort presque indemne de la crise financière. Même les entreprises pétrolières, la plus grosse source de revenus de ce pays, le plus riche du monde, seraient concernées.

Trop éloignés sur l'immigration et sur l'utilisation des revenus du pétrole, les deux partis de centre droit, le Parti démocrate-chrétien et le Parti libéral, avaient annoncé leur refus d'un gouvernement auquel participerait le Parti du progrès. Visiblement cela n'a pas payé dans les urnes puisqu'ils obtiennent à eux deux 12 députés, 8 de moins qu'en 2005. Avec 17,2 % des votes, soit 30 députés, le Parti conservateur est celui qui obtient la plus forte progression, gagnant 7 sièges. C'était le seul parti qui avait laissé la porte ouverte à une collaboration avec la droite populiste. La chef de file des conservateurs, Erna Solberg, se serait d'ailleurs bien vue Premier ministre. Mais cette stratégie de rassemblement de la droite a échoué, puisque les résultats de lundi ne lui permettent pas de rassembler une majorité autour d'elle.

Europe : la Norvège isolée ?

La Norvège a bel et bien inversé la tendance en Europe, qui semblait marquer le recul des sociaux-démocrates, comme le soulignait, au soir des résultats, le ministre travailliste des Affaires étrangères Jonas Gahr Støre. Des gouvernements de centre-droit se sont successivement imposés en Suède, au Danemark et en Finlande. Le quotidien suédois *Svenska Dagbladet* voyait d'ailleurs la victoire de la gauche norvégienne comme une source d'inspiration pour les partis sociaux-démocrates, qui sont dans l'opposition dans trois pays nordiques. Le journal souligne néanmoins qu'il est plus « facile » de mener une politique sociale-démocrate quand l'État est si riche. En prévision de l'ère post-pétrole, le pays scandinave, cinquième exportateur mondial d'or noir, a eu l'intelligence de placer ses revenus pétroliers dans un fonds qui pesait 277 milliards d'euros fin juin.

Si le pays a aujourd'hui le taux de chômage le plus faible d'Europe (3%), la Norvège se tient obstinément à l'écart de l'Union européenne (UE). Et certains observateurs craignent son isolement en Europe. C'est notamment l'avis de l'ambassadrice de la Norvège au siège de l'UE, Oda Helen Sletnes, qui estime que son pays risque à terme de perdre le peu d'influence qu'il a au sein de l'UE, et de devoir payer des frais encore plus élevés pour avoir accès au marché commun européen. Un autre problème soulevé par l'ambassadrice est le fait que l'UE crée constamment de nouvelles agences et bureaux auxquels la Norvège ne dispose que d'un accès limité. Ces agences et bureaux prennent des décisions qui touchent la Norvège dans toutes sortes de domaines, comme la sécurité aérienne, les normes de production alimentaire et les questions maritimes.

Le gouvernement norvégien devra alors, sans nul doute, prendre des décisions importantes au sujet de la relation de la Norvège avec l'Europe. Le sujet est tellement tabou dans un pays qui a refusé, par deux fois, une adhésion par référendum que la plupart des partis – à l'exception notable des conservateurs – ont préféré ne pas en parler pendant la campagne électorale. Selon un récent sondage, 50% des Norvégiens resteraient contre une adhésion et seuls 35% y seraient favorables.

Vincent Vauchel
Fédération des Français à l'Étranger (F.F.E.)

Coup d'envoi de la campagne pour les législatives au Portugal

Les élections législatives au Portugal s'annoncent très serré entre les socialistes au pouvoir et l'opposition de centre-droit.

Le PS est crédité d'une légère avance sur son rival, recueillant entre 33,6 et 36,7% des intentions de vote contre 32,4 ou 32,5% pour le PSD.

Selon ces sondages, la gauche sortirait majoritaire des urnes mais l'extrême gauche du Bloc de Gauche (BE) comme les communistes et verts de la Coalition démocratique unie (CDU).

Lors des dernières législatives du 20 février 2005, le PS avait remporté la majorité absolue des sièges avec 121 députés (sur 230) et 45% des voix.

Moins d'un an plus tard, profitant des divisions de la gauche, le candidat du PSD Anibal Cavaco Silva était devenu le premier président de droite élu au Portugal depuis la révolution des Œillets d'avril 1974 qui avait mis fin à 42 ans de dictature.

José Socrates devait rencontrer et Martine Aubry Jean-Christophe Cambadélis à Paris le 17 septembre.

Grèce : Papandreou présente son programme des 100 premiers jours

Georgios Papandreou, a présenté un programme des 100 jours de gouvernement dans un discours à la 74e Foire internationale de Thessalonique.

Georgios Papandreou s'est déclaré opposé à une conception néolibérale, qui préconise des coupes budgétaires et une poli-

tique d'austérité, pour parler, lui, d'une conception de justice sociale et favorable aux investissements productifs.

Développant les grandes lignes de son Plan national de «redressement» pour les 100 jours d'un gouvernement du PASOK, le dirigeant du principal parti de l'opposition a soutenu pouvoir aider le marché, les PME et petits salariés, supprimer les dépenses publiques inutiles, afin de garder «le marché vivant et donner vie à l'économie» et ce afin de passer aussi à un autre stade indispensable que sera la croissance verte avec changement radical du mode de production des richesses.

Le programme du PASOK se différencie de celui qui met en avant le gel des salaires et retraites et une fiscalité lourde sur les classes moyennes, des politiques, a-t-il souligné, qui aggravent et approfondissent la récession et conduisent à de plus graves problèmes dans les finances publiques.

Plus précisément, en ce qui concerne les salaires, et pour des raisons de cohésion sociale et renforcement de la demande sur les marchés, ce programme prévoit des revalorisations supérieures aux taux d'inflation, une allocation de solidarité, des mesures de protection pour les emprunteurs et les ménages surendettés, la lutte contre la hausse des prix, le gel des tarifs des entreprises publiques (DEKO) pour un an, une réforme radicale de la fiscalité.

En vue de la reprise des activités, il est proposé une hausse des investissements publics, des interventions pour injecter sur le marché des liquidités, des changements du système Teiresias (client bancaire sur liste rouge avec interdiction d'émettre des chèques), et initiatives pour améliorer l'environnement des affaires.

Un 3e point prioritaire sera la protection et hausse de l'emploi, avec en particulier des subventions aux contributions sociales du patronat afin d'inciter à des recrutements, hausse de l'allocation chômage, programmes d'emplois sociaux.

Enfin, ces mesures s'associeront à des économies des dépenses publiques, une hausse des recettes basées sur une réorganisation complète des services du fisc et des contrôles.

Par ailleurs sur les 4 ans du mandat, Georgios Papandr  ou souligne en outre un objectif non négociable que sera la production de nouvelles richesses à partir de la croissance verte, la mise en valeur des atouts de la Gr  ce, ce qui permettra une répartition juste des revenus. Le président du PASOK a parlé aussi de grandes priorités pour de nouvelles orientations dans le domaine de l'énergie, la restructuration de la province, fort d'avoir aussi une proposition intégrée pour le tourisme, la marine marchande, l'environnement, l'éducation, la recherche, les nouvelles technologies.

La deuxième partie du Plan national de «redressement» concerne les réformes de l'Etat, qui doivent redonner confiance aux Grecs dans les institutions, l'Etat et le système politique. Il s'agira là de garantir la transparence dans les adjudications et fournitures publiques, de décentraliser, de renforcer le système des examens d'entrée dans l'administration publique.

Georgios Papandr  ou a conclu son discours en se disant certain que l'heure est venue de décider et de choisir, assurant être engagé, mais tous ensemble, à de grandes réformes et changements.